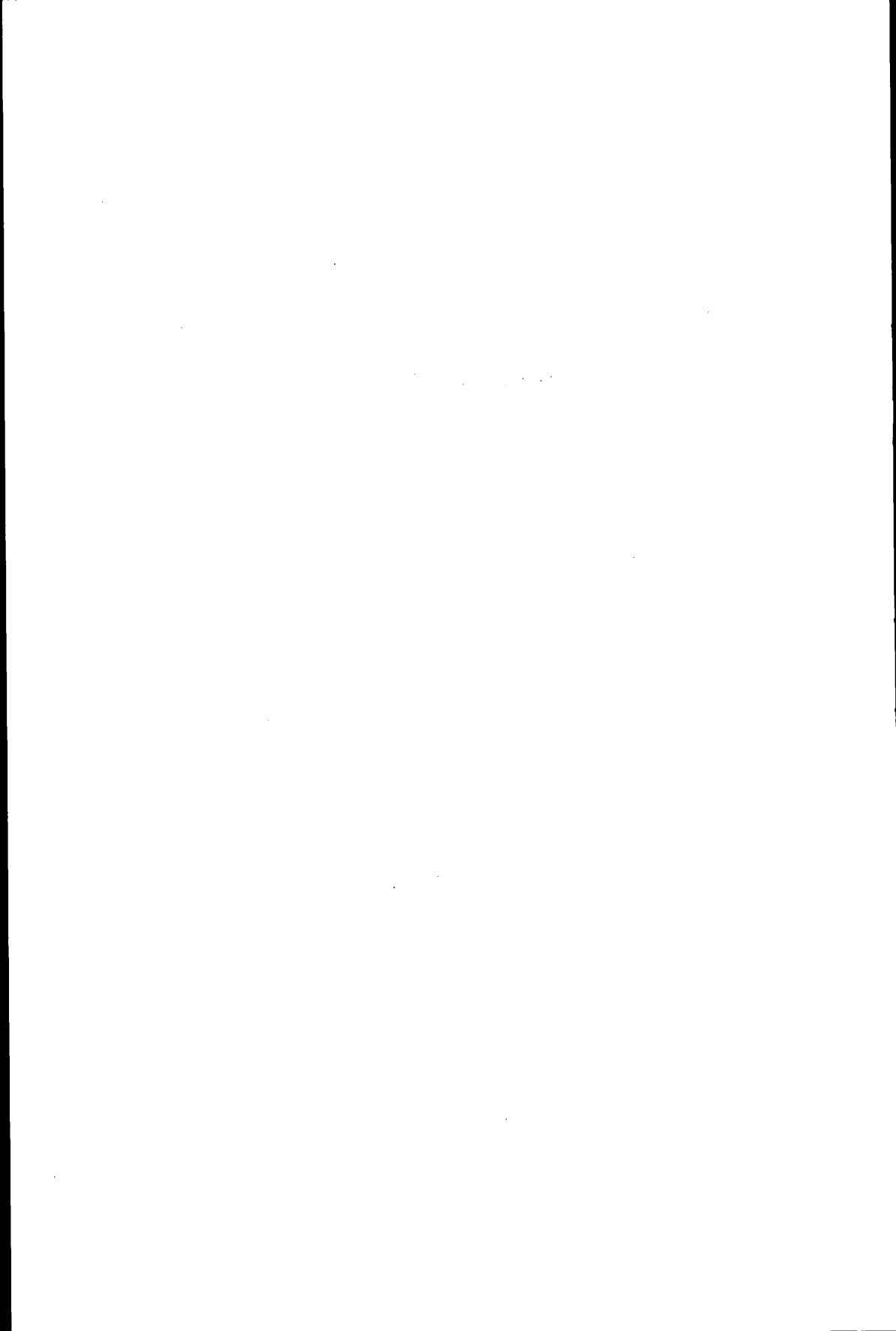


Points de vue



DOSSIER

AUTOUR DE L'*HISTOIRE DE TRANSYLVANIE*

PRESENTATION DU DOSSIER

par Paul GRADVOHL

En faisant paraître la traduction d'un texte abrégé de l'*Histoire de la Transylvanie* en français, la maison d'édition de l'Académie Hongroise des Sciences a permis aux spécialistes francophones de l'Europe centrale et orientale qui ne parlent pas le hongrois de renouveler leur approche de la région. En effet, même si une version allemande des trois volumes parus à l'origine en 1986, elle aussi abrégée, était disponible depuis peu, il est très important que le public cultivé puisse avoir accès directement à des informations puisées à la source.

Afin de comprendre quels sont les apports les plus importants de cet imposant volume, il a été demandé à un spécialiste des questions juives et de la Pologne à l'époque moderne, Daniel Tollet (Paris IV), de présenter un compte rendu où devait apparaître son regard "extérieur". Son texte fait donc ressortir des aspects qui échappent souvent aux débats suscités par ce livre depuis sa parution en hongrois. On le constate en lisant la relation des débats qui viennent de se dérouler en France.

Car les débats ne sont pas absents de ce dossier. Béla Köpeczi, animateur de ce gigantesque ouvrage, a fait preuve d'une ouverture d'esprit d'esprit fort bien venue en ces temps où les "lumières" semblent passées de mode. Il a tenu à donner l'occasion aux historiens roumains de venir débattre entre collègues, à l'Institut Hongrois de Paris, autour de la version française de l'*Histoire* qu'il a coordonnée. C'est pourquoi nous avons tenu à reprendre sa présentation des débats. Afin de l'enrichir, nous l'avons complétée par quelques remarques fondées sur le débat tenu à l'Institut Culturel Roumain peu après celui de l'Institut Hongrois.

Enfin, afin de faire sentir comment, jusqu'au XXème siècle, un esprit transylvain contribua de façon spécifique à la vie intellectuelle hongroise, c'est un texte de Kálmán Benda qui clôt le dossier. En montrant comment le grand orientaliste Sándor Kőrösi Csoma est inscrit dans la tradition scientifique et humaniste du collègue calviniste de Nagyenyed, il rappelle au lecteur français le poids de la présence transylvaine dans la culture hongroise. On comprend donc ainsi la sensibilité hongroise au sort de cette terre et, pour reprendre la pensée de collègues roumains et hongrois, on se prend à espérer que, malgré les soubresauts nationalistes, l'établissement de relations normales de travail entre historiens, entre universitaires, entre étudiants, permettent à tous d'engranger les richesses de cette histoire transylvaine où la tolérance religieuse joue un si grand rôle.

Avant de se plonger dans ce dossier transylvain il est sans doute bon de tenir compte de deux aspects étonnants de l'ouvrage de référence. Le premier est que les limites géographiques ne sont pas si clairement établies. Et le second est que, comme le remarque Daniel Tollet, les auteurs hongrois sont marqués par la tradition marxiste. Or la valeur du travail effectué est indéniable. En effet, il était impossible de figer un cadre géographique sans défier les méandres de la chronologie. Quant au marxisme, certes peu populaire aujourd'hui, il est comme toute étiquette idéologique, un cadre si vaste qu'on y trouve le meilleur et le pire. Dans ce cas, ce fut un bien bon cru, où les carcans pesèrent très peu.¹

¹ Le CIEH dispose du compte rendu de la dernière réunion de la commission mixte des historiens hungaro-roumaine qui s'est tenue à Budapest en mai dernier. Pour la première fois depuis les années 1970, le dialogue s'est rétabli et il est à souhaiter que lors des réunions annuelles maintenant prévues toutes les questions difficiles seront enfin débattues.

Daniel TOLLET

Université de Paris IV

COMPTE RENDU DE L'HISTOIRE DE LA TRANSYLVANIE

**sous la direction de Béla KÖPECZI, Budapest, 1992, Akadémiai Kiadó, 781 p.,
24 cartes, index, nombreuses illustrations**

En 1986, l'Académie hongroise des Sciences publiait, sous la direction du professeur B. Köpeczi, une "Histoire de Transylvanie", en hongrois et en 3 volumes. En 1990, ce travail a été traduit en allemand, et aujourd'hui nous disposons également d'une version française abrégée.

Si elle n'est pas surprenante sous l'angle de la science, l'entreprise était périlleuse puisqu'il s'agissait pour des Hongrois d'écrire l'histoire d'une région où vivent beaucoup des leurs et qui est actuellement rattachée, en grande partie, à la Roumanie. Nul n'ignorant que les relations entre les deux nations ne sont pas toujours idylliques, il convient d'examiner si les historiens hongrois ont su se montrer objectifs et convaincants.²

L'occupation de la région située à l'ouest de l'arc des Carpathes remonte à plus de 5000 ans avant notre ère. Dès l'âge du bronze, on y trouve des habitations fortifiées; à l'âge du fer apparaissent les Daces, mentionnés par Tacite, émigrés de la Grande plaine et dont la caractéristique est d'inhumer les morts. Leur premier souverain connu est Burebista; il réalise l'union des Daces et constitue, avec ses 200.000 guerriers, un danger pour Rome. Tacite, qui comprend que Rome devait soit se heurter soit se lier aux Daces, affirme que "l'on ne peut jamais faire confiance à ce peuple". Les Daces, plusieurs fois vaincus par les Romains au premier puis au second siècle, concluent des paix mais continuent à résister. Trajan les fait disparaître en 117 mais supprime ainsi une zone-tampon qui arrêtaient les Sarmates. La province reste longtemps sous-urbanisée et peu romanisée et l'armée contribue à la grande diversité ethnique de ses habitants.

Au milieu du III^{ème} siècle, la Dacie est dévastée par les Goths et des populations y sont transférées. Selon les historiens hongrois, il n'y a pas de continuité de peuplement et, après 270, la Dacie est coupée de l'Empire et définitivement fermée

² Le lecteur prendra connaissance avec intérêt des critiques, très modérées, présentées par des historiens roumains, in *Bulletin of Center for Transylvanian studies*, Cluj-Napoca, supplément II, 1992, 52 p., en français.

à la civilisation romaine. Les Wisigoths constituent une société clanique où, à côté des hommes libres, vivent des esclaves; avant 376, la christianisation y était très poussée.

A la fin du IV^{ème} siècle, c'est le tour des Goths de fuir devant les Huns qui s'installent dans toute la Valachie tandis que le sud de la Transylvanie redevient désert. Les Gépides, population ancienne devenue vassale d'Attila, forment, en 453, à la mort de ce dernier, une aristocratie militaire qui parvient à se débarrasser des Huns et à repousser les Byzantins. En 567, arrivent les Avars, conduits par Bayan, qui s'avancent jusqu'à l'empire mérovingien, s'allient aux Lombards et massacrent les Gépides. Au VI^{ème} siècle, le déferlement des tribus slaves modifie encore la composition ethnique de l'Europe du sud est, mais elles coexistent avec les Avars jusqu'à ce que les Bulgares les défassent en 827.

Si l'on en croit la *gesta hungarorum*, rédigée au XII^{ème} siècle, les Hongrois et les Khazares s'allient, en 881, contre les Bulgares et les défont. En réalité, des sources arabes fiables montrent qu'à la fin du IX^{ème} siècle, les Hongrois construisent en Transylvanie sept fortins, les *Siebenbürgen*, mais que la majorité de ce peuple poursuit sa migration vers la Grande plaine. En dépit d'une alliance avec Byzance, les Hongrois avancent, en 959, sous la conduite d'un *gyula* (chef de guerre), jusqu'à Constantinople.

L'un de ces chefs, Vajk, devient Etienne, le saint, et convertit le pays au christianisme. Au XI^{ème} siècle, la couche païenne équestre a disparu mais la population des villages a survécu. Etienne confie à son fils, Émeric, l'administration de la Transylvanie tandis que Gérard de Venise se charge de l'évangélisation. La conversion, l'organisation d'un évêché et la construction de châteaux peuplés d'hommes libres, sous la direction de *comes castri*, progressent au même rythme et sans trouver d'opposition. Dans le nord-est, une population saxonne s'est implantée en réseaux urbains ; ils versent de forts impôts et fournissent des cuirassiers. A l'est, les tribus sicules, qui parlent un dialecte hongrois, jouent le rôle de gardes-frontière.

La présence de ces gardes est nécessaire puisque, à partir de 1150, l'empereur byzantin Manuel I^{er} attaque la Transylvanie avec des troupes formées de Roumains, bergers du Sud des Carpathes. Cependant, au XIII^{ème} siècle, ils passent sous administration hongroise car ils fuient devant les Mongols qui pénètrent en Transylvanie. Le roi Béla leur confie la défense des Carpathes et crée pour eux, sur le modèle hongrois, la fonction de *kenez* (chef de village) et de *voievode* doté de domaines sur les territoires de leur ressort.

Ainsi, le mode de production féodal remplace-t-il l'esclavagisme en même temps que, lentement, l'institution du *comitat* noble et autonome s'installe. La noblesse hongroise s'organise en force politique tandis que les pauvres se placent au service des magnats. Ce n'est qu'au XIV^{ème} siècle que les Sicules et les Saxons, en majorité chrétiens, intégreront la noblesse, adopteront le mode de vie hongrois et acquerront des domaines. Les villes se développent et s'ouvrent à la culture gothique.

Elles intègrent les paysans fuyards car l'échec de la jacquerie de 1437 a prolétarisé les Sicules dont bon nombre, n'étant plus capables d'acquitter l'impôt, retournent à la condition servile. En 1514, une seconde et importante jacquerie, dite de Dózsa, a lieu.

Au début du XVème siècle, le péril turc grandit et se double d'un mouvement de jacqueries. Après 1440, János Hunyadi, chargé par le roi Vladislas Ier de chasser les Turcs, repousse Mehmet II jusqu'à Constantinople; en 1458, son fils Mathias est élu roi.

La ligne du développement est brisée en 1526, lorsque Louis II est battu à Mohács. A ce moment, Ferdinand de Habsbourg et Jean Szapolyai, le *voïévode* de Transylvanie, exigent le trône. L'un et l'autre sont élus mais Jean Ier, repoussé en Transylvanie, reprend, en 1528, avec l'aide du Sultan, la plaine hongroise. Cependant des discussions s'ouvrent en 1536, et la paix est signée à Várad en 1538: quand il décèdera, les biens de Jean reviendront aux Habsbourg mais il reçoit en compensation la principauté de Zips. Or, comme les Habsbourg ne soutiennent pas Jean contre les Turcs, à sa mort, la régence est assurée par le moine György et Soliman, en 1540, invite les Transylvains à lui verser un tribut annuel de 10.000 florins. Pourtant, Ferdinand parvient à reprendre la Transylvanie; en échange, la veuve de Jean, Isabelle, et son fils reçoivent les duchés de Ratibor et d'Oppeln (en Silésie).

En 1571, lorsque l'assemblée de Gyulafehérvár élit Etienne Báthori pour *voïévode*, celui-ci prête serment à l'Empereur Maximilien Ier. Le prestige d'Etienne est si grand qu'il est élu roi de Pologne; il milite pour la création d'une ligue contre les Turcs. Rien n'est plus comme avant Mohács; le développement de la société hongroise d'ordres est interrompu, aussi les Ordres de Transylvanie réclament-ils la réunification avec la Hongrie royale sous domination des Habsbourg.

A ce moment, bien que constamment menacée par les Turcs, la principauté, qui compte 100.000 km² dont 59.000 en Transylvanie, voit décliner son commerce avec Cracovie et avec le sud-est de l'Ukraine. L'infrastructure urbaine est déficiente et ce sont les villages qui organisent le commerce du bétail et des vins. Les terres serviles sont morcelées et la corvée, dont le poids augmente, n'est plus limitée à la fin du XVIème siècle. Les Roumains abandonnent l'élevage transhumant et obtiennent des terres médiocres; ceux d'entre eux qui désirent s'élever dans la hiérarchie sociale doivent s'éloigner de leur communauté. De la même manière, la communauté des Sicules se désagrège; en 1562, ils se soulèvent et, déclarés traîtres au Royaume, ils perdent leur autonomie.

Devant tant de difficultés, l'unique solution qui s'offre au pouvoir est d'augmenter les bénéfices de ses domaines en accroissant sa pression sur les serfs; d'où la reféodalisation du pays autour de châteaux. On applique les théories exposées par Werbőczy dans l'*Opus tripartitum*.

Cependant, on note des marques de renouveau de l'Eglise saxonne avec la pénétration, en 1542, des thèses de Luther. Le mouvement s'accélère au moyen de l'imprimerie, grâce à quoi Melius diffuse son *Cathéchisme de Debrecen* où il s'oppose aux idées de Werbőczy. Enfin, en 1568, la diète ayant proclamé la liberté religieuse, les Antitrinitaires arrivent. Seuls les Sicules restent catholiques et Etienne Báthori doit obliger la diète à autoriser les Jésuites à s'installer. L'orthodoxie, largement répandue parmi les Roumains, n'obtient pas le statut de "religion reçue".

Le point faible de l'Etat réside dans son caractère trop personnel. Il s'ensuit qu'à la mort d'Etienne Báthori des luttes de clans ont lieu. Ainsi, Sigismond Báthori, aidé par le *voïévode* Michel-le-brave et les Sicules, parvient à repousser les Turcs; on proteste alors contre les privilèges accordés aux Sicules et ces derniers se révoltent. Sigismond abdique et reçoit en compensation Oppeln et Racibor tandis qu'en 1599, Michel prête serment devant l'Empereur Rodolphe.

Les Habsbourg n'étaient pas en mesure de protéger la Transylvanie des Turcs. En réalité, l'impuissance des Habsbourg comme celle des Turcs laissait à la Transylvanie une très grande liberté politique. Après un court passage sur le trône, Rákóczi abdiqua en 1608; Gábor Báthori, allié des *Hajdouki* qui y gagnent leur liberté, prit le pouvoir. Gábor fit cependant preuve d'incompétence en s'attaquant, en 1610, à la Valachie.

Ce fut Gábor Bethlen qui, avec l'appui de la Porte, empêcha la guerre d'éclater. Ce fils d'un conseiller de Sigismond avait compris, vers 1600, qu'il fallait prêter serment au Sultan. Il réussit à obtenir l'accord des Ordres et de l'*Universitas* des Saxons tout en renforçant son pouvoir; les finances de l'Etat passèrent du contrôle des Ordres à celui de fonctionnaires royaux et se constitua un régime que les historiens hongrois qualifient d'"absolutiste". L'attitude politique de Gábor Bethlen fait de lui, aux yeux des sujets de la Hongrie royale, un candidat à la royauté; l'assemblée de Kassa, de 1619, le proclama roi, ce qu'il n'accepta pas alors même qu'il avait assiégé Vienne. En réalité, Gábor Bethlen, parce qu'il ne souhaitait pas se soumettre à la volonté des Ordres, fut contraint de négocier avec Ferdinand II. Il meurt en 1629 sans pouvoir réaliser ses projets royaux bien que marié à la fille de l'Electeur de Brandebourg, allié des Anglais, des Français, des Hollandais et des Suédois.

Les magnats offrent, en 1630, le trône de Transylvanie à Georges Rákóczi qui signe, en 1631, la paix avec l'Empereur. Son règne est une période de paix relative en dépit de révoltes paysannes, de luttes contre les Antitrinitaires et de nouvelles attaques des Turcs puis d'une nouvelle guerre contre les Habsbourg qui se termine en 1645 par la paix de Linz. Sept *comitats* hongrois retournent à la Transylvanie et la liberté religieuse est à nouveau garantie. A sa mort, son fils Georges lui succède.

La paix relative dont jouit la Transylvanie dans la première moitié du XVII^e siècle consolide une société où les Ordres recourent les clivages ethniques. La noblesse hongroise représente 3 à 4.000 familles, dont 80% sont possessionnés,

mais seuls quelques magnats, les Bánffy, les Czáký sont à la tête de domaines en partie situés dans le *Partium*. Les Sicules astreints à l'impôt régulier fuient massivement et les Saxons luttent pour le maintien de leurs privilèges. Les villes se reconstruisent avec des maisons faites pour durer et l'on commence à respecter la valeur du travail en prenant le goût du luxe. L'éducation se répand y compris parmi les serfs et parmi les jeunes filles. Un groupe d'intellectuels s'est constitué à Kolozsvár, influencé par les Unitariens polonais; ils professent le néo-stoïcisme et discutent grammaire et linguistique.

La seconde moitié du siècle devait être celle du déclin de la Transylvanie. Georges II s'allie en 1657 à Charles X de Suède avec l'espoir de devenir roi de Pologne et de battre les Habsbourg. Il est battu. Après une période de confusion le nouveau grand Vizir, Mehmet Köprölu, décide de remettre la Transylvanie au pas en remplaçant Georges II Rákóczi par Barcsai puis par Michel Apafi, en 1660. Cependant, les Habsbourg concluent avec les Turcs, en 1664, la paix secrète de Vasvár qui lèse les intérêts transylvains. Apafi se rapproche alors des Hongrois de la Hongrie royale car il est convaincu que l'affaiblissement des Ottomans libérera la Hongrie. Cependant, en 1670, le complot hongrois contre le pouvoir des Habsbourg est déjoué, les conspirateurs sont exécutés mais Apafi parvient à sauver son indépendance. Par la suite, Apafi évitera de s'engager contre les Habsbourg et acceptera même de recevoir, en 1687/88, Charles de Lorraine battu par les Turcs. Pourtant, en 1687, la diète de Pozsony, en Hongrie royale, a accepté, sous la contrainte, de rendre héréditaire la couronne de Saint Etienne dans la Maison de Habsbourg, et le général Carafa peut obtenir des Transylvains le renoncement à leur autonomie. En riposte, Imre Tököly, désigné prince par les Turcs, anéantit, en 1690, les troupes impériales; L'Empereur doit reconnaître, sans sincérité, par le "diplôme de Léopold", la souveraineté de l'administration civile, la liberté du culte et de l'économie. Dans la pratique, les engagements impériaux ne sont pas tenus et la Transylvanie perd sa souveraineté, en 1699, au traité de Karlowitz. En 1703, François II Rákóczi, profitant de la guerre de succession d'Espagne, s'engage dans une guerre d'indépendance. Grâce à ses alliances en Allemagne (il est marié à Charlotte Amélie de Hessen-Rheinfels) et à l'aide de Louis XIV et de l'Angleterre, il tient les Impériaux en échec jusqu'à 1711; ensuite il doit se réfugier en Pologne puis en France. En dépit des échecs politiques, les progrès intellectuels ont été nets. Les Transylvains qui ont pris goût aux études à l'étranger, s'ouvrent au cartésianisme et aux sciences, à tel point que Teutsch fait interdire les procès en sorcellerie en terre saxonne.

Après 1687, le pays a été durement touché par les campagnes militaires et par la fiscalité impériale. La population qui avait augmenté pendant la période de tolérance religieuse diminue du fait des départs protestants. Il n'empêche que la Transylvanie, sous Apafi, est devenue un des intermédiaires entre le Levant et l'Europe occidentale et a développé ses villes où les Juifs et les Arméniens se sont installés. La prise du pouvoir par les Viennois renverse la conjoncture; les mines de mercure qui concurrençaient celles du Tyrol sont fermées et des sociétés monopolistes de vente du

bétail ou du sel sont créées avec les capitaux de Samuel Oppenheimer. Les mauvaises monnaies de substitution introduites par Léopold paralysent l'économie et le système fiscal.

La domination des Habsbourg, qui s'appuient sur les familles aristocratiques, accélère le processus de la désintégration des communautés autonomes, brouille les hiérarchies et accélère l'assujettissement à la corvée des serfs. Cette domination réintroduit les Jésuites ; l'allemand est devenu la langue officielle. La Transylvanie est considérée comme un territoire d'intérêt militaire. Aussi, en 1723, Charles III fait-il voter la *Pragmatica sanctio* qui assure la main mise sur le trône ; les affaires militaires et fiscales échappent aux Ordres et le *gubernium*, dont le premier conseiller est l'évêque catholique romain, passe sous le contrôle de la chancellerie aulique viennoise.

Il n'empêche que la stabilité revenue assure le développement démographique; il y avait 0,8 M d'habitants en 1710, il y en a 2 M en 1780 et ce malgré des épidémies de pestes. Les surfaces cultivées augmentent et l'urbanisation progresse au rythme de l'intégration dans l'Empire. Les Ordres qui n'ont plus de responsabilités politiques s'intéressent à l'économie; ils s'intéressent au statut servile et tentent, vers 1750, d'attirer des artisans étrangers.

Les Lumières pénètrent; le personnage le plus remarquable de ce courant est Samuel Köleséri, médecin, spécialiste des mines et qui sera conseiller puis gouverneur. Malgré les efforts consentis en faveur de l'uniatisme, le gouvernement doit tolérer l'Eglise orthodoxe dont l'évêque I. Micu-Klein poursuit une carrière politique vers 1730/1740. Micu-Klein est le premier à formuler la thèse de la continuité daco-roumaine, il revendique le droit à percevoir la dîme pour son clergé et défend les paysans contre les abus de la corvée.

Après 1750, le pouvoir central endetté s'intéresse à la Transylvanie; vers 1760, le général Buccow y instaure une administration militaire dont le but est de faire des Sicules, des gardes-frontière. Ces derniers, soucieux de leur autonomie, résistent tandis que les Roumains acceptent plus volontiers l'enrôlement en échange d'une politique de scolarisation. Les questions culturelles prennent, souvent par le biais de la franc-maçonnerie, dans les années 1770, une dimension nationale. Des journaux en allemand apparaissent, une littérature patriotique hongroise se répand et les Roumains insistent sur leur latinité.

De son côté, le régime d'absolutisme éclairé de Joseph II s'efforce d'unifier l'Empire en supprimant les douanes et de limiter le pouvoir des Eglises. Les tendances à l'intensification de la production dans les mines et la recrudescence des tensions entre les serfs roumains et les seigneurs hongrois, vers 1779, provoquent, en 1784, les révoltes conduites par Horea et Closca. L'Empereur était convaincu de l'urgence qu'il y avait à résoudre le problème du servage qu'il abolit en 1785. Par ailleurs, après avoir accordé aux Roumains l'égalité des droits, il introduit une réforme administrative

divisant le territoire en 11 *comitats* dirigés par 3 commissions, faisant de l'allemand la langue officielle et abolissant la peine de mort. Les Saxons comme les Hongrois étaient mécontents, aussi, à la mort de l'Empereur, les Ordres réclamèrent-ils la restauration des formes constitutionnelles et le respect du particularisme transylvain.

Pour les Hongrois, comme pour les Roumains, la Transylvanie incarne des traditions ancestrales et des valeurs nationales nouvelles. Aussi au silence suffocant des années 1820 succède une période d'effervescence politique. Le libéralisme hongrois trouve sa base en la moyenne noblesse des *comitats* qui fait de Kolozsvár une capitale intellectuelle. Les Libéraux réclament une démocratie nobiliaire comme transition vers la démocratie bourgeoise libérale. Certains, tel Miklós Wesselényi, veulent permettre aux serfs de racheter les terres, d'autres, comme Sándor Bölöni Farkas, se prononcent pour la liberté de religion.

Le bouillonnement est tel qu'en 1834, puis en 1837, Vienne se résout à convoquer la diète. Les Hongrois souhaitent alors l'union de la Transylvanie et de la Hongrie; conscients de l'opposition des non-magyars à ce projet les libéraux proposent la reconnaissance de l'Eglise orthodoxe. En outre, la diète confirme la liberté de migration des serfs et fixe un plafond aux redevances. Il n'empêche que les projets de la diète de 1841 concernant l'usage obligatoire du hongrois exaspèrent les intellectuels roumains qui fondent un mouvement de résistance animé par Simon Brataniu. Pour leur part, les Saxons, d'abord favorables aux Hongrois, sont, sous la houlette de Stephan Ludwig Roth, touchés par le culte de la "race allemande"; effrayés de constater que l'élément roumain est devenu majoritaire, ils se rapprochent des Habsbourg. En 1846, Vienne, qui est très inquiète du soulèvement des paysans de Galicie, défend les minorités par crainte d'éclatement ; elle souhaite que le règlement de la question des redevances paysannes, en Transylvanie, laisse suffisamment de revenus aux paysans pour payer l'impôt.

Le feu couvait sous la cendre. Le 15 mars 1848, la révolution bourgeoise triomphe à Pesth et le 11 avril, l'Empereur doit accepter l'union de la Hongrie et de la Transylvanie. En même temps, les Roumains réclament l'usage de leur langue et l'autodétermination des peuples, les paysans refusent la corvée et les Sicules veulent l'égalité de statut avec les gardes-frontière.

En réponse à cette situation, le gouverneur de Transylvanie, József Teleki, fait dégrever 160 000 familles de toutes prestations sans pour autant régler la question de la propriété des terres. Afin de constituer un "Etat-nation", Wesselényi propose des échanges de populations tandis qu'à Paris, autour de l'émigration polonaise, apparaît l'idée de confédération danubienne.

Fin septembre 1848, l'intervention russo-turque met fin à l'insurrection de Valachie et le ban de Croatie, Jellačić, peut se charger de mâter la révolution hongroise avec la collaboration du mouvement national roumain. Les Hongrois de

Kossuth résistent pendant l'hiver 1848/1849 et cherchent à se concilier les Roumains; Kossuth rencontre Ioan Dragoș et lui garantit l'usage du roumain mais des maladroites empêchent l'union; en juillet 1849, les Russes pénètrent en Hongrie et un régime martial est mis en place dans la Transylvanie réorganisée en six districts, quadrillée par la gendarmerie et directement administrée par Vienne. Le régime de néo-absolutisme repousse, par crainte d'éclatement de l'Etat, les projets d'autonomie de la terre des Saxons qui pourtant avaient été fidèles et les requêtes religieuses et culturelles de l'évêque roumain de Șaguna.

Après 1848, 70 à 80% des paysans commencent une vie de citoyens libres et de propriétaires indépendants. Cependant, lorsqu'en 1852, François-Joseph visite la Transylvanie, il ne se prononce pas sur les questions de la fiscalité paysanne bien que les ex-seigneurs tentent de les contraindre à acquitter des redevances. La situation politique ne pouvait que se dégrader et après la défaite de l'Autriche en Italie, en 1859 des rapprochements se font entre les mouvements nationaux hongrois, roumain et saxon.

La réponse de l'Etat est contenue dans le "diplôme d'octobre" 1860, promulgué par l'Empereur et qui restaure les gouvernements intérieurs. En 1861, une conférence des nationalités composée de notables où les Hongrois prédominent, se tient à Gyulaféhérvár pour organiser la future diète transylvaine. La question de l'union entre la Transylvanie et la Hongrie, selon les Lois de 1848, est alors reprise par la presse. Le gouvernement convoque une diète provinciale à Nagyszében et parvient à nommer des administrateurs roumains choisis majoritairement parmi des fonctionnaires assujettis. Pourtant, l'élite roumaine est tellement restreinte qu'elle ne peut prétendre qu'au rôle de réserve de la bureaucratie.

La situation économique se dégrade; le statut de la propriété agricole n'étant toujours pas défini, les agriculteurs n'obtiennent pas de crédit. La situation politique est critique et Deák expose, en 1865, dans ses "Thèses de Pâques", que les Hongrois doivent trouver un compromis avec la Cour et renégocier la Loi de 1848. La Loi d'union, votée en 1866, offre à la Transylvanie la possibilité de s'intégrer dans un vaste ensemble économique et de prendre le tournant du capitalisme. En 1867, le "dualisme" est institué mais dans le respect des langues minoritaires. Toutefois, l'égalité est plutôt, dans l'esprit des Hongrois, une concession que l'accomplissement d'un devoir nécessaire. Le droit de vote est accordé de manière censitaire ; les ouvriers étant les laissés pour compte du système ; quant aux villages roumains, ils députent volontiers leur ancien seigneur. Les ingrédients sont donc réunis pour que le libéralisme se transforme en conservatisme vers 1875. La magyarisation reprend et les Roumains y répondent par la résistance passive dans l'attente d'un nouveau découpage administratif.

Cependant, la seconde moitié du XIXème siècle est marquée par des changements démographiques et de mentalité. Entre 1860 et 1914, la population augmente de 60%, en dépit d'importants courants d'émigration, l'urbanisation

progresses dans les années 1890 et les ethnies se mélangent en pratiquant les mariages mixtes. Seuls les Saxons continuent à mener une vie politique locale animée par des associations culturelles. Les Hongrois créent des musées et une presse. La défense de la langue roumaine est soutenue par l'ASTRA, association littéraire fondée en 1852 puis par l'Etat roumain où se crée en 1892 la *Liga culturale de Bucarest*. A la fin du siècle, on souhaite le retour des Roumains au parlement aussi le comte István Tisza, devenu premier ministre en 1903, pratique une politique d'apaisement. Bien que l'intelligentsia roumaine cherche alors à s'entendre avec François-Ferdinand, l'héritier au trône, aucune solution satisfaisante ne sera trouvée avant 1914.

Il y a de gros handicaps dans cette région qui est l'une des plus arriérées de la Monarchie. L'agriculture, en dépit de progrès techniques, ne donne des récoltes suffisantes que les bonnes années et les industries textile et minière doivent faire venir des ouvriers qualifiés de l'étranger. Les réseaux routier et ferroviaire progressent (2.000 Km de routes en 1890 et 2.384 km de voies ferrées en 1914). Cependant, la disparition des frontières intérieures au sein de la Monarchie soumet l'artisanat transylvain à la concurrence des Tchèques et des produits importés de France et d'Angleterre. Inversement, la fermeture de la frontière roumaine après 1882 prive de débouchés les produits transylvains.

En 1914, les Hongrois sont hostiles à la guerre avec la Serbie car ils craignent que la Roumanie n'en profite pour envahir la Transylvanie qui lui a été promise par les Russes. Le 27 août 1916, la Roumanie rompant ses alliances attaque la Monarchie en Transylvanie mais elle doit se replier. La révolution russe transforme la situation car les Français et les Anglais veulent faire de la Roumanie une base contre la Russie soviétique. Pendant la révolution hongroise, en Transylvanie, se créent des pouvoirs indépendants d'ouvriers et de soldats puis de paysans mais ces mouvements sociaux sont dépourvus de caractères nationaux. Quand retombe la vague révolutionnaire, le Parti national roumain prend le pouvoir. En novembre 1918, le Président Wilson fait savoir qu'il souhaite l'unité nationale des Roumains et met les Hongrois en demeure d'évacuer le pays tandis que le général français Henri Berthelot, commandant l'armée du Danube, autorise les troupes roumaines à passer le Maros. Les autorités roumaines mènent une politique de répression des forces de gauche qui réclamaient l'autodétermination. A ce moment, l'Entente place l'Amiral Horthy au pouvoir en Hongrie. Le 4 juin 1920, la paix signée à Trianon remet à la Roumanie l'ouest du mont Bihar et le Banat, soit 102.200 km² de Transylvanie.

Après une période libérale mais marquée par la corruption, la Roumanie se dote vers 1930 d'un régime nationaliste de tendance fasciste. Cette évolution s'accélère en 1938 lorsque les associations et les partis politiques sont dissous au profit d'un système corporatif. En Transylvanie, nombreux sont les Hongrois à partir, d'autant que l'orthodoxie est devenue la religion d'Etat et que l'impôt frappe plus fortement les minorités en dépit de la convention de 1919 qui leur reconnaissait l'égalité.

La Roumanie qui a rompu avec l'alliance anglo-française passe dans la zone d'influence allemande ; cependant, l'arbitrage germano-italien d'août 1940 accorde à la Hongrie 43 492 km² de l'ancienne Transylvanie. En guerre aux côtés des Allemands, la Roumanie cesse le feu avec l'U.R.S.S. le 12 septembre 1944, et en octobre, l'offensive germano-hongroise est repoussée. En mars 1945, la Transylvanie est remise à la Roumanie selon des frontières définitivement fixées à Paris le 10 février 1947.

Une fois présentée à grands traits l'histoire de la Transylvanie, que penser de l'ouvrage?

On peut regretter que la préoccupation principale du chapitre qui conduit de la Préhistoire à l'installation des tribus hongroises soit essentiellement ethnique. Certes, les vestiges sont peu nombreux mais l'histoire sociale et religieuse ne peut être résumée à la question de savoir qui était le premier installé. En d'autres temps et en d'autres lieux, la théorie du "peuple-hôte" développée par les Pan-germanistes du XIX^{ème} siècle et en Pologne par Roman Dmowski a suffisamment démontré sa nocivité. On peut encore regretter que le chapitre décrivant l'entrée de la Transylvanie dans l'Empire des Habsbourg, au début du XVIII^{ème} siècle, soit écrit de façon trop partisane. Avant, la prospérité s'installait, ensuite, la désolation et l'oppression: marché économique brimé, remise du pays aux Jésuites et aux compagnies monopolistes de commerce du Juif Oppenheimer. Le mythe de l'âge d'or ne se vérifie pas.

Cependant, lorsqu'elle évite les dangers du nationalisme, l'*Histoire de la Transylvanie*, écrite par des historiens marxistes non-dogmatiques, est précieuse. Elle présente une vision globale et précise de l'histoire: démographique, économique, politique, religieuse et culturelle. On peut y trouver réuni sur l'exemple de la Transylvanie, l'ensemble des composantes des Etats de l'Europe centrale. Successivement: la multiplicité ethnique depuis la Préhistoire, la christianisation et la féodalisation tardives, la constitution d'une société d'Ordres avec diète et éligibilité du souverain, la pluriconfessionnalité et la tolérance religieuse au XVI^{ème} siècle puis l'intolérance à partir de la seconde moitié du XVII^{ème} siècle, le poids des empires limitrophes, les mouvements sociaux et les mouvements nationaux en opposition au XIX^{ème} siècle et l'exacerbation des nationalismes, la formation de nouveaux Etats non ethniquement satisfaisants après la première guerre mondiale, la fascisation progressive des régimes puis le passage dans le camp socialiste après Yalta.

Il y a donc tout lieu de se réjouir de la mise à la disposition du public français de ce livre qui est beaucoup plus qu'un simple manuel.

Béla KÖPECZI

Académie des Sciences de Hongrie

Les débats suscités en France
par l'*Histoire de la Transylvanie*

C'est à Paris, Lyon et Tours que des historiens roumains et hongrois se sont retrouvés il y a peu, en présence de collègues français, pour débattre autour de l'édition en langue française, et en un volume, de *l'Histoire de la Transylvanie*. Les échanges ont porté sur des questions qui font l'objet d'appréciations différentes depuis deux siècles, tant de la part des hommes de science que de celle des politiques, nous rappelant ainsi la lourde responsabilité assumée par les historiens.

La version française en un volume de *l'Histoire de la Transylvanie* est parue à l'automne dernier, sous l'égide de la maison d'édition de l'Académie des Sciences, l'*Akadémiai Kiadó*. En dépit de tentatives répétées, nous n'avons pu trouver d'entreprise française qui accepte de coéditer l'ouvrage, aussi avons-nous dû en assurer également la présentation et la diffusion en France.¹

Rappelons qu'en 1986, lorsque parurent les 3 volumes de l'ouvrage original (en hongrois), une campagne politique accusant les auteurs de *l'Histoire de la Transylvanie* d'être "révisionnistes, horthystes, nationalistes et réactionnaires" fut déclenchée en Roumanie. A cette propagande, toute entière au service de visées politiques, et dont les échos résonnèrent jusque sur la scène internationale, participèrent aussi, malheureusement, plusieurs historiens roumains qui ont pour ainsi dire fourni des arguments scientifiques à une campagne dont les intentions n'étaient en rien scientifiques. Avec la publication de la version abrégée, éditée en langues étrangères (à ce jour, en allemand et en français), de *l'Histoire de la Transylvanie*, nous poursuivions un double but: permettre d'une part, aux lecteurs étrangers qui s'y intéressent de se documenter sur le passé d'une région souvent éprouvée; présenter,

¹ Eu égard à l'intérêt soulevé par l'ouvrage et au succès de ses présentations au public, la diffusion en France a été assumée, depuis, par le CID (Centre Interinstitutionnel pour la Diffusion de publications en Sciences Humaines) qui est également le diffuseur des publications de la Maison des Sciences de l'Homme. Présentée par le CID au Salon du Livre, fin mars 1993, *l'Histoire de la Transylvanie* obtint une fois encore un succès certain. (NDLR)

d'autre part, à ce même public les opinions du groupe d'historiens hongrois qui a conçu et rédigé cet ouvrage sur les points d'histoire qui sont l'objet de controverses.

La réapparition du nationalisme agressif

Cette démarche est d'autant plus nécessaire qu'aujourd'hui comme hier les discussions historiques ne restent pas cantonnées au domaine scientifique et peuvent sous-tendre des orientations politiques.

En Europe Centrale et Orientale, le nationalisme, plus précisément sa variante agressive, chauviniste, exerce une vaste influence non seulement sur les idéologies politiques, mais aussi sur la mentalité quotidienne. Afin d'attiser les antagonismes nationaux, il fait appel à des arguments historiques, usant ainsi d'un procédé bien connu. Ce qui est curieux, c'est que de telles pratiques ne se manifestent pas uniquement chez ceux qui ont effectivement été lésés dans leurs droits, mais aussi chez des gens qui sont "partie occupante" et pourraient faire beaucoup en vue de calmer les querelles entre nations. Ces tendances chauvinistes, qui cherchent à effrayer les nations majoritaires en agitant des exemples tirés du passé, sont gouvernées par une "crainte contrefaite". Déjà utilisé dans le cas de la Transylvanie, par la politique de Ceausescu, cet artifice continue à l'être par tous ceux qui, même en brandissant des convictions démocratiques, ne jurent que par l'intolérante idéologie de l'Etat-nation homogène.

L'Europe Occidentale observe, alarmée, la réapparition de ce nationalisme agressif: elle ne comprend pas pourquoi cela se produit juste maintenant; elle ne comprend pas, car elle ne connaît ni la carte ethnique de cette partie de l'Europe, ni ses antagonismes historiques; elle ne comprend pas, enfin, parce que l'évolution sociale et nationale qu'elle-même a subie était d'une autre nature. Ceci est particulièrement vrai pour un pays comme la France, jadis principal représentant de l'idéologie de l'Etat-nation et qui, tant qu'elle en avait les moyens, voulait appliquer en Europe Centrale et Orientale, comme ailleurs, son propre modèle. Jusqu'à ces derniers temps, en effet, la France officielle supportait difficilement la manifestation autonome des cultures bretonne, basque, occitane ou alsacienne, puisqu'elle-même ne concevait d'Etat fort que bien ancré dans l'homogénéité nationale. Les traités de paix dictés par l'Entente, qui mirent fin à la Première Guerre mondiale firent valoir cette idéologie, en laissant naturellement de côté les intérêts et les droits des minorités nationales. De nos jours, bien des Français, parmi les mieux informés, reconnaissent que l'Etat-nation a pu devenir un instrument d'oppression, que l'oubli volontaire de la situation ethnique en Europe Centrale et Orientale a eu de graves conséquences, qu'il peut encore en avoir, pour le continent tout entier. Cela ne signifie pas, pourtant, que l'opinion publique française ait renoncé aux vieux stéréotypes, s'agissant de l'Etat-nation tout autant pour ce qui est des anciens alliés que naturellement des anciens adversaires.

Dans ces circonstances, la présentation, précisément en France, de l'*Histoire de la Transylvanie*, constituait un défi. Mais ce défi était lancé dans le but de servir à la fois la cause de la rigueur scientifique et, si l'on veut, celle de la rigueur intellectuelle. Ceci en un temps où à la lueur de la tragédie yougoslave, il est impératif de réfléchir à des problèmes fondamentaux concernant, hier comme aujourd'hui, et non seulement dans notre région, nation(s) et nationalité(s).

L'objectif des auteurs et leur méthode de travail

Nous voulions, en tout état de cause, éviter que ne s'instaure un débat exclusivement roumano-hongrois, notamment sous la forme d'"échanges de messages". C'est pourquoi l'Institut Hongrois de Paris a transmis à l'Ambassade de Roumanie en France une proposition en vue d'assurer la participation d'historiens roumains, à la table ronde prévue pour le 27 novembre 1992.

La proposition ayant été acceptée, ont assisté au débat parisien Gheorghe Cipăianu, Ion Aurel Pop, tous deux collaborateurs de l'Institut d'Histoire de Kolozsvár (Cluj), et Florin Constantiniu, chercheur à l'Institut d'Histoire de Bucarest.

Du côté français, ont participé Jacques Le Goff, médiéviste bien connu, Jean Bérenger, professeur à Paris IV, Georges Castellan, professeur honoraire de l'INALCO et Stéphane Rosière, politologue. Parmi les auteurs et éditeurs de l'*Histoire de la Transylvanie*, étaient présents Gábor Barta, professeur à l'Université de Debrecen Ambrus Miskolczy, professeur à l'Université de Budapest et moi-même.

Le débat, dont la Télévision Hongroise et la presse ont fait un compte rendu détaillé, était dirigé par le professeur Jacques Le Goff, avec beaucoup de sérénité, de tact et d'humour d'autant plus nécessaires qu'il s'était développé une atmosphère passablement tendue, ce qui – qu'il me soit permis de l'ajouter – n'était pas l'intention des historiens hongrois. Je n'ai pas l'intention de présenter en détail le débat. Il a été résumé par le Journal *Magyar Nemzet*, dans son numéro du 10 décembre 1992; je me contenterai donc d'attirer l'attention sur les questions les plus importantes, à des fins d'information, mais aussi de réflexion et de travail ultérieurs.

Lors de la présentation du livre, j'ai insisté en premier lieu sur la nouveauté de la démarche scientifique: on avait là un travail de synthèse axé sur le passé de la Transylvanie, qui tenait compte des trois ethnies et cela – dans la mesure du possible – en proportion égale pour chacune. Nous avons pratiqué la méthode de l'approche globale, c'est-à-dire que nous avons mis en relief les principales tendances dans les domaines économique, social, politique et culturel, mais toujours de manière à souligner – dans le cadre de résumés ou de chapitres séparés – les différences qui existaient non seulement entre les diverses couches sociales, mais aussi entre les ethnies. En elle-même déjà, cette approche exigeait le recoupement des points de vue

ainsi que la confrontation des similitudes et des disparités, nous permettant donc d'éviter les points de vue unilatéraux. Notre préoccupation majeure consistait à déceler et à dépasser les altérations, les préjugés ou seulement les lacunes propres aux livres d'histoire agressivement nationalistes. Ce n'est pas en paroles que nous avons combattu le chauvinisme, mais bien par l'esprit de l'ouvrage et la méthode choisie.

Naturellement, nous n'avons pas évité les thèmes controversés, comme a) la théorie de la continuité daco-roumaine; b) la qualification de la démarche anachronique suivie – surtout ces derniers temps – par l'historiographie roumaine: c'est-à-dire la détermination sur une base uniquement ethnique de l'appartenance politique de la Transylvanie et le refus de prise en compte des formations étatiques le long de l'histoire; c) les jugements divergents portés sur la révolution de 1848/49; d) l'évaluation, enfin, du traité de paix de Trianon. Simultanément, nous avons mis l'accent sur la coexistence et la coopération des ethnies, des langues, des religions, des cultures, comme autant de facteurs permanents qui influencèrent profondément l'histoire de chacun des peuples. Nous n'avons pas nié la gravité des antagonismes sociaux et nationaux, mais nous les avons replacés dans leurs époques respectives, sans essayer d'en faire des points de départ pour une généralisation de l'éternel affrontement entre Roumains et Hongrois, ou encore d'autres ethnies.

Nous nous sommes efforcés de présenter les spécificités de la Transylvanie, c'est-à-dire les traits particuliers issus de la coexistence de plusieurs nations: ces traits étaient apparents dans tous les domaines de la vie, mais c'est dans le domaine culturel qu'ils ont laissé des traces particulièrement profondes. Avant l'apparition du nationalisme moderne, la tolérance prédominait en ce qui concerne l'accueil des étrangers, la préservation de leurs langues et de leurs coutumes, la liberté de pratiquer ou, tout au moins, une certaine tolérance vis-à-vis des religions. A partir de la fin du XVIII^{ème} siècle, les mouvements nationaux opposèrent les couches dirigeantes des différentes ethnies, mais cette opposition elle-même ne signifie pas que des formes anciennes de coopération aient disparu entre masses populaires, ni que des groupes donnés d'intellectuels ou leurs représentants, n'aient recherché les contacts. En conclusion, présenter *le passé* conformément à la réalité historique, y compris les conflits et les coopérations, en confrontant aussi faits et idées, tout en nous efforçant, grâce à l'"objectivité" de l'image rendue ainsi possible, de donner *au présent* une information et, dans la mesure du possible, un sujet de méditation: tel était notre objectif.

La réponse des historiens roumains

Quelle a été la réponse des historiens roumains? Synthétisant leur opinion, M. Cipăianu a reconnu que l'ouvrage présentait "un certain progrès" par rapport au passé, puisqu'il usait d'"une optique historique" et qu'il faisait état du mouvement national roumain dont il reconnaissait l'importance (l'orateur a particulièrement souligné la

présentation élogieuse des activités de l'évêque S. Micu-Klein); ce faisant, il a tout de même soutenu que le livre restait attaché à certains stéréotypes. A l'entendre, ce sont les suivants: a) la faible romanisation de la Dacie; b) l'évacuation totale de la province par l'empereur Aurélien, d'où le refus de reconnaître que la population romanisée s'est maintenue sur le territoire de la Dacie jusqu'à l'arrivée des Hongrois; c) l'hypothèse de la "patrie originale mobile" des Roumains, ce qui revient à dire que les Roumains ont vécu, tout d'abord, au sud du Danube, et que leur langue s'y est formée aussi; d) le rejet du témoignage d'un chroniqueur hongrois non identifié, "appelé le clerc Anonyme" (Anonymus), justement pour ne pas admettre la présence des Roumains en Transylvanie, à l'époque de la conquête et de l'installation des Hongrois. Bien que cela ne paraisse pas ouvertement, et de manière flagrante, dans le livre, il semble néanmoins que nous traitions les Roumains comme "un peuple d'ordre inférieur". Au cours du débat, M. Pop devait corroborer cette opinion, ajoutant comme argument que nous utilisions l'expression "pasteurs nomades" pour les décrire. e) A propos de la guerre de libération de 1848/49, nous n'analysons pas comme il convient les raisons de l'opposition roumano-hongroise, il s'ensuit que l'insurrection roumaine de Transylvanie n'est pas estimée, sur le plan international, à sa juste valeur. Nous prétendons que le dualisme favorisait les Roumains; or, c'était un régime d'oppression. f) Nous considérons le traité de Trianon comme marqué par l'impérialisme, pourtant c'est "une décision populaire" qui est à l'origine du rattachement de la Transylvanie à la Roumanie. Comme preuve, on a cité, le grand rassemblement roumain de Gyulafehérvár, décrit avec force détails, ainsi que la résolution qui en est sortie. g) Le porte-parole roumain nous a reproché de ne pas avoir rendu justice à la culture roumaine, vu son importance, et d'avoir négligé les résultats de l'historiographie roumaine. En conséquence, et pour terminer, il a cité un dicton qu'il croyait français: "plus ça change, plus ça reste la même chose", c'est-à-dire que pour l'essentiel, nous étions restés sur les positions de l'ancienne historiographie hongroise. (M. Le Goff a fait remarquer que le dicton n'était pas français, mais italien.)

Les deux autres participants roumains ont enchaîné sur tel ou tel élément de la discussion, mais ils s'étaient donné pour tâche prioritaire de défendre l'idée de continuité daco-roumaine, d'une part, et d'exposer les résolutions de Gyulafehérvár, d'autre part. Entre-temps, le débat s'est développé, de façon particulièrement détaillée et parfois agressive, au sujet d'Anonymus et de la fiabilité de son récit, puis de la vie pastorale et de l'"infériorité" des Roumains. Autre thème discuté: la question de savoir si les frontières de la Roumanie avaient été établies à la suite d'"une décision populaire" ou de la prise de position des grandes puissances. Du côté des auteurs du volume, c'est Gábor Barta qui a présenté les arguments fournis par l'archéologie, et pas seulement par l'archéologie hongroise; et qui mettent en doute l'existence d'une population romanisée entre le III^e et le XII^e siècle sur le territoire de l'ancienne Dacie. Rappelant ensuite les discussions suscitées en Hongrie par Anonymus, il en a résumé les conclusions selon lesquelles le chroniqueur a appliqué au passé les circonstances de son temps, c'est-à-dire du XIII^e siècle, et non seulement à propos des Roumains.

Ambrus Miskolczy – qui n’a pas manqué d’exprimer son ardente sympathie pour la culture roumaine – a souligné qu’il n’existait pas de nations réactionnaires, et s’est efforcé lui-même d’évoquer aussi fidèlement que possible les antagonismes nationaux qui ont marqué le début du XIX^{ème} siècle, et la lutte des Roumains en 1848/49.

Les points de vue des historiens français

Les historiens français n’ont pas pris position dans le débat sur la continuité, parce qu’aucun d’entre eux ne s’estimait expert en la matière. Ils ont jugé nécessaire, cependant, la poursuite des recherches et la confrontation des différentes positions. Sur le problème dit de l’infériorité, ils ont vivement réagi, apportant la preuve que la vie nomade n’impliquait pas, en soi, l’appartenance à une catégorie inférieure; certains allant jusqu’à évoquer des souvenirs personnels, afin de prouver que l’origine pastorale n’avait rien d’infamant. M. Le Goff s’est exprimé là-dessus avec un certain humour. M. Castellan, lui, s’est reporté à la question de la place occupée par les Roumains dans le système social du féodalisme: dans la mesure où la majorité d’entre eux était de condition servile, celle-ci était sans aucun doute au bas de la hiérarchie et que l’on en fasse la démonstration n’équivaut pas à la moindre velléité de dénigrement. (A noter que, dans le compte rendu publié par *Magyar Nemzet*, le 30 novembre 1992, figure à tort l’allégation selon laquelle M. Castellan "partageait le point de vue roumain"). L’autre point sur lequel on a fermement pris position du côté français, c’est le traité de paix de Trianon: M. Rosière a contesté l’importance de la "décision populaire" et a fait remarquer que, dès 1916, l’Entente avait promis la Transylvanie à la Roumanie, en contre-partie de son entrée en guerre contre la Triple Alliance. Il a précisé que les frontières avaient été établies par les experts des grandes puissances. Résumant le débat et pour conclure, M. Le Goff a salué comme un événement le fait même que ce dialogue ait pu avoir lieu, et il a exprimé l’espoir que les historiens roumains écriraient aussi une histoire de la Transylvanie, ce qui permettrait la comparaison détaillée des deux ouvrages. Par ailleurs, chacune de ses interventions avait attiré l’attention sur la responsabilité de l’Histoire, qu’il s’agisse de mettre à jour des faits ou de les interpréter, et l’importance de son influence en tant qu’actrice de la formation de l’opinion publique.

Les tables rondes de Tours et de Lyon

Objet de débat à Paris, l’*Histoire de la Transylvanie* l’avait également été à Tours, deux jours auparavant, le 25 novembre. Une table ronde, conjointement organisée par les amitiés Touraine-Hongrie et la Faculté des Lettres de l’Université

François Rabelais, a compté, au nombre des participants, deux professeurs roumains: Neagu Djuvara qui vit depuis longtemps en France et Nicolae Balotă – ce dernier excellent connaisseur et diffuseur de la littérature hongroise. M. Djuvara, quoique notoire représentant de l'opposition démocrate roumaine, s'est attaqué au livre, l'accusant de "diffamer", le peuple roumain évoquant, comme premier grief, le rejet de la continuité daco-roumaine. Il s'est déclaré le peuple roumain favorable à la coopération avec la minorité hongroise, mais a souligné qu'il désapprouve les revendications autonomistes "excessives". (A propos de la conférence-table ronde qui s'est tenue par la suite à l'Institut Hongrois, il a donné au journal *Lupta* publié à Paris, (n° du 22 décembre 1992), un texte de tonalité plutôt hostile, ne ménageant pas plus, d'ailleurs, les historiens venus de Roumanie.) M. Balotă a parlé avec sympathie des caractères spécifiques de la culture transylvaine et de la coopération culturelle roumano-hongroise. Cette séance était présidée par le professeur André Stegman, spécialiste de la Renaissance, qui entretient des relations suivies avec ses collègues hongrois, et nous a parlé des caractéristiques de la culture hongroise. Claude Michaud, doyen et professeur d'histoire de la Faculté des Lettres de l'Université d'Orléans ainsi que J.M. Couderc, professeur de géographie à l'Université de Tours, ont participé, eux aussi, à un débat passablement confus. Souvent très peu informés, les intervenants de la salle ont posé des questions sur divers sujets, tels que les curiosités naturelles de la Transylvanie, l'origine des Roumains ou des Sicules, l'essentiel du différend qui oppose aujourd'hui Roumains et Hongrois, la problématique minoritaire actuelle.

Une troisième conférence-table ronde s'est tenue à Lyon, sous l'égide de la Faculté des Lettres de l'Université Jean Moulin, et de l'Institut Hongrois de Paris. Ferenc Fejtő et moi-même y avons participé du côté hongrois; en face de nous, deux historiens roumains vivant en France: Matei N. Cazacu et Mihnea Berindei, la participation française étant assurée par Jean Bérenger et Jean-Dominique Durand. En tant que professeur enseignant l'histoire moderne à l'Université de Lyon, c'est celui-ci qui a organisé puis dirigé le débat. Ici, la présentation du livre et la problématique historique devaient principalement servir à informer. L'intérêt des personnes présentes s'est tourné vers la situation actuelle, d'autant plus que l'intitulé même de la table ronde soulignait la problématique minoritaire. Autre facteur positif, la venue d'une personnalité aussi éminente que Ferenc Fejtő, bien connu en France comme expert des problèmes d'Europe Centrale et Orientale, dont les livres les plus récents ont éveillé, à Lyon comme ailleurs, un vif intérêt. Sous l'influence des événements de Yougoslavie, le problème était de savoir quelle solution pourrait être trouvée aux questions posées par les nationalités et si l'on n'en arriverait pas à un affrontement armé en Transylvanie. Ferenc Fejtő a exposé ses idées sur les nationalismes et, par la même occasion, sur l'idéologie de l'Etat-nation; il n'a d'ailleurs pas ménagé la politique française, que ce soit dans sa critique du passé ou du présent. Il a exclu, pour sa part, la possibilité (en Roumanie) d'un conflit armé entre nationalités, et il a exprimé l'espoir que le changement démocratique favoriserait la coopération. Les deux chercheurs roumains vivant en France ont mis l'accent sur cette coopération, se

réservant la possibilité, ce qui est naturel, d'exprimer des opinions différentes de celles des auteurs. Ainsi, M. Cazacu a produit de nouveaux arguments à l'appui de la continuité daco-roumaine, surtout en ce qui concerne la présence d'une population roumaine à l'époque de la conquête hongroise. M. Berindei a poussé plus avant la critique d'une thèse chère à l'historiographie roumaine des temps anciens: faisant état d'une étude publiée en 1991 par l'éminent archéologue Radu Popa, il a insisté sur l'inconsistance d'Anonymus et le caractère de fable de la *Gesta*. (Cette étude, qui traite de l'histoire de la Roumanie aux alentours de l'an mil, est parue dans le n° de juillet-décembre 1991 de la revue *Studii și cercetări de istorie veche și arheologie*). Les deux historiens ont reconnu le caractère original, "stimulant" de l'*Histoire de la Transylvanie*, et ses préoccupations novatrices. Ce débat, au cours duquel M. Bérenger a ensuite présenté de manière plus détaillée la situation, sur le plan international, et la politique religieuse de la principauté de Transylvanie, a été remarquable par son atmosphère plutôt détendue. Il n'y régnait pas la tension que nous avons ressentie à la table ronde parisienne, notamment lors des interventions de M. Pop, qui a défendu avec une véhémence qui frisait l'animosité les anciennes thèses de l'historiographie roumaine.

Par ailleurs, les historiens venus de Roumanie ont distribué, à la table ronde parisienne, des exemplaires du livret publié par le Centre d'Etudes Transylvaines (récemment implanté à Kolozsvár (Cluj) sous le nom de Center for Transylvanian Studies, l'Américain Kurt W. Treptow ayant été nommé directeur). Cet opuscule contient quatre études rédigées à la hâte pour répondre à l'*Histoire de Transylvanie*. Ces études sont consacrées à la continuité ainsi qu'aux allégations tirées d'Anonymus et d'historiographes hongrois humanistes favorables à sa thèse; à la problématique de la Guerre d'Indépendance de 1848/49 aussi et à la politique oppressive menée par le dualisme; enfin, à la tradition de la Transylvanie à la Roumanie après 1918. Pour chacun de ces sujets, notre équipe est présumée coupable d'intentions louches, voire d'entorses intentionnelles à la vérité. Il s'agit d'une proclamation de guerre dont les faiblesses ont été critiquées par des articles parus dans la revue *Lupta* déjà mentionnée. Ce qu'on y trouve de plus positif est le titre d'une des études: *Un livre que l'on doit lire attentivement*.

Conclusions

Quelles conclusions tirer de ces débats? Les vieilles oppositions n'ont pas disparu et, de façon surprenante, elles touchent essentiellement à la continuité daco-roumaine. Dans l'*Histoire de la Transylvanie*, c'est István Bóna membre de l'Académie de Sciences de Hongrie et professeur à l'Université de Budapest – utilisant les recherches anciennes et plus récentes d'archéologues et de linguistes hongrois et non-hongrois, s'appuyant aussi sur ses propres résultats – qui a développé la thèse contestant la continuité. Non qu'il ait cherché par ces moyens à s'octroyer un droit historique sur la Transylvanie, puisqu'il expose de manière détaillée quels peuples ont

défilé sur ce territoire, et lesquels ont été trouvés dans la Pannonie et la Dacie d'autrefois par les Hongrois. Par conséquent, il reconnaît que, même avant l'arrivée des Hongrois, des hommes ont vécu sur ce territoire, mais ce n'étaient pas des Roumains.

On pourrait poser la question: ne devrions-nous pas accepter la continuité daco-roumaine, – puisque connaissant aussi l'arrière-plan historique et sentimental – nous n'avons aucun intérêt à la nier. D'éminents experts, avec à leur tête l'éminent archéologue András Mócsy qui était encore parmi nous lors de la rédaction de l'ouvrage ont rejeté toute concession, au nom de la vérité scientifique. Nous le savons, et nous le savions déjà, la thèse de la continuité faisait partie intégrante de l'idéologie nationale roumaine depuis la fin du XVIII^{ème} siècle. Nous savons aussi qu'on l'utilisait pour prouver l'ancienneté et la priorité afin de faire valoir les droits de la population roumaine de Transylvanie. Or, ce droit du "premier occupant" est sans intérêt à la fin du XX^{ème} siècle: la population roumaine est partie occupante aujourd'hui, elle n'a pas à défendre ses droits, mais à reconnaître ceux des autres. D'ailleurs, la continuité daco-roumaine n'est pas remise en question par les seuls linguistes, archéologues et historiens hongrois, mais par des savants d'autres pays aussi. Qui plus est, durant l'entre-deux-guerres, il s'est trouvé des chercheurs roumains pour exprimer des doutes quant au problème de la continuité territoriale, et pour chercher au sud et au nord du Danube la patrie d'origine ainsi que des traces de la survivance d'une population romanisée.

L'autre point névralgique se rattache à la politique actuelle tout autant qu'à la conscience nationale. Le caractère impérialiste du traité de paix de Trianon n'est pas mise en cause, même de la part des historiens occidentaux; les Roumains contestent cette position parce qu'ils la soupçonnent de couvrir des prétentions à la révision territoriale. Il n'appartient pas aux historiens de se défendre contre de telles accusations. Pourtant, ce sont les enseignements du passé, précisément, qui nous obligent à le reconnaître: ce traité de paix a contribué à recréer des antagonismes entre pays d'Europe Centrale et Orientale et en outre à faciliter la tâche aux grandes puissances fascistes, quand elles ont voulu exploiter ces oppositions. Dans cette région l'enchevêtrement des conditions ethniques est tel qu'il n'est pas possible de créer des Etats-nations complètement homogènes par le tracé de nouvelles frontières. Dans ces conditions, la seule solution consisterait à octroyer aux minorités nationales des droits collectifs, que les frontières perdent progressivement de leur importance et qu'une sorte de coopération régionale s'établisse entre les pays intéressés. Si, en 1938 et en 1940, à cause d'un mauvais traité de paix, et de la non-reconnaissance effective des droits minoritaires, on a pu en arriver aux "arbitrages de Vienne", il ne s'ensuit pas que l'histoire doive se répéter. Dans le cas présent, la leçon de l'histoire est la suivante: pour trouver les conditions d'une coexistence honorable et, ce faisant, éviter les conflits, ne nous contentons pas des cadres de l'Etat-nation, cherchons à créer des formes nouvelle de coexistence.

La responsabilité des historiens

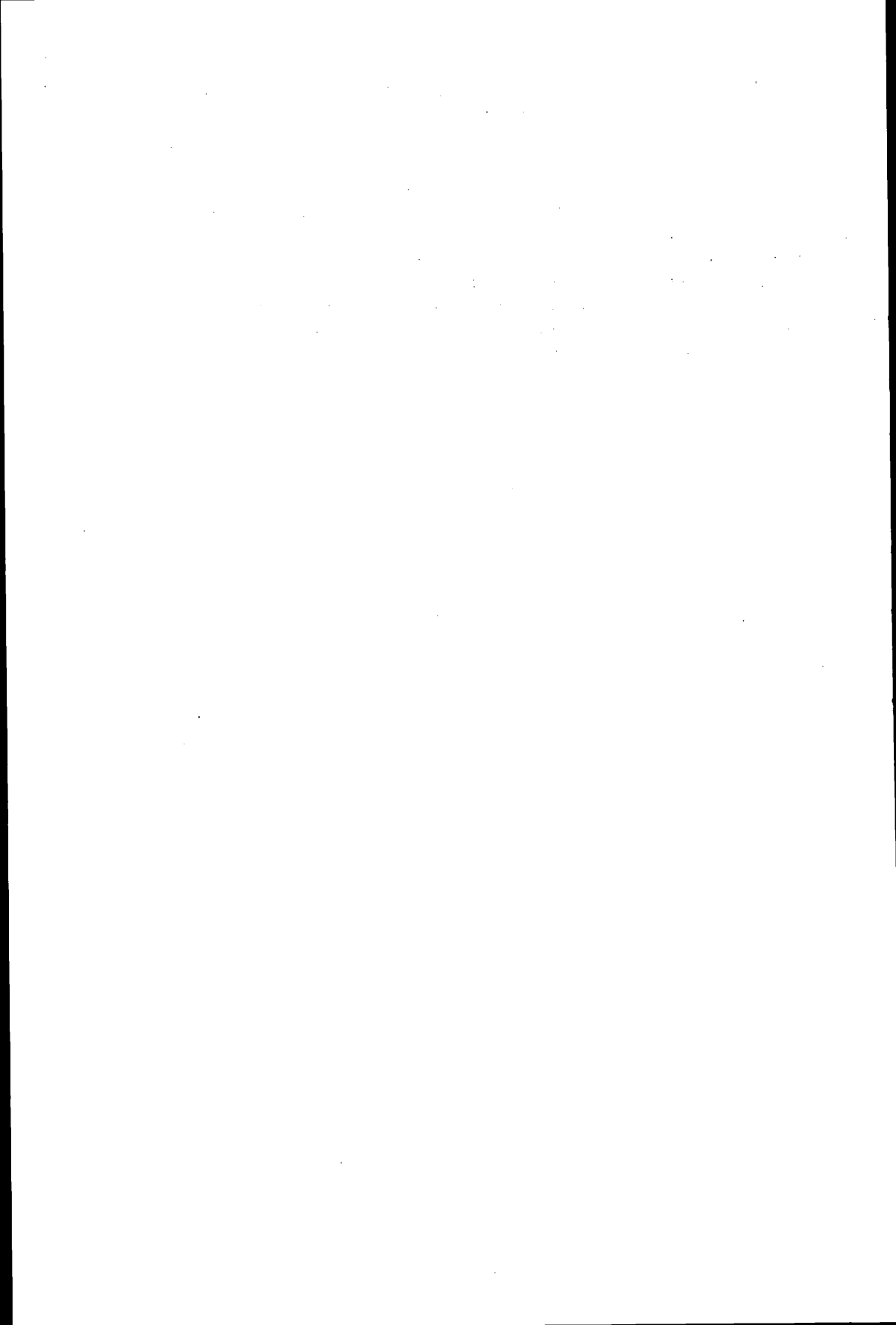
Les débats ont eu un autre mérite, celui de nous rappeler le poids des responsabilités qui incombent à ceux qui écrivent l'Histoire. Transmis par l'enseignement et les autres médiations culturelles, le point de vue qu'ils représentent agit sur de larges sphères. Ils ont le pouvoir de maintenir vivantes des notions traditionnelles, mais ils peuvent aussi, même si cela ne se fait pas du jour au lendemain, apporter des retouches à certaines représentations nationales, à d'anciennes façons de voir ou d'interpréter les événements historiques. Les historiographies allemande et française fournissent un exemple des modifications que l'on peut apporter à des opinions, fussent-elles enracinées depuis longtemps; à condition, naturellement, que les intérêts actuels de la coopération aient été clairement présentés, eux aussi.

Aujourd'hui encore, on peut réfléchir à la question implicite posée par Paul Valéry dans l'entre-deux-guerres, au moment où surgissait le fascisme: "L'Histoire est le produit le plus dangereux que la chimie de l'intellect ait élaboré". Les représentants de l'école des Annales, qui renouvelèrent l'historiographie non seulement en France, mais dans le monde entier, ne cessent, encore maintenant, de souligner la responsabilité de l'Histoire. Dans *le Monde* du 26 janvier 1993, l'excellent médiéviste et organisateur de grandes synthèses historiques, Georges Duby, explique, quoique sur un autre ton, l'intérêt accru pour l'histoire: la société est inquiète, elle est à la recherche de ses racines et c'est par la mémoire qu'elle tente de trouver une justification à sa propre existence. Personnellement, Georges Duby n'est pas convaincu que l'histoire soit une science, il la considère plutôt comme un genre littéraire, mais cela ne change rien au fait qu'elle doit présenter la réalité et se mettre au service de l'éducation en péril, car "nulle société ne fonctionne sans cela".

Quelle que soit notre opinion sur le caractère scientifique de la production historique, le scepticisme le plus invétéré ne peut mettre en doute son importance dans la formation de l'esprit humain. J'ajoute ceci de ma propre initiative, car je voudrais que l'on s'en souvienne: Clio n'a été que trop souvent la compagne de Mars, en Europe Centrale et Orientale.

Quel a été l'intérêt de ces débats organisés en France? Pour la première fois, l'occasion était donnée à des historiens roumains et hongrois d'échanger leurs vues en présence de collègues français, et sous la présidence de ceux-ci. Depuis deux siècles, les questions débattues ici faisaient l'objet d'appréciations divergentes, non seulement dans le champ scientifique, mais aussi dans l'arène politique. En ce qui concerne la méthode de travail, il s'agissait d'une nouveauté, les parties adverses approchant séparément jusque-là les historiens français, pour essayer de les gagner à leurs causes respectives. Depuis la fin du XIX^{ème} siècle surtout, il semblait que l'historiographie française, dans sa majorité, ait pris fait et cause pour les petits Etats-nations, conformément à son idéologie, et qu'elle n'ait pas consenti à une attitude moins partielle, tant pour cette première raison qu'à cause des Hongrois eux-mêmes, chez qui survivaient les débris de la société nobiliaire et dont le système de valeurs officiel était

obsolète. A l'occasion des débats roumano-hongrois sur l'*Histoire de la Transylvanie*, les participants français ont montré que la "nouvelle historiographie" était plus ouverte, qu'elle voulait connaître les différents points de vue et qu'elle était prête à les confronter, tout en refusant, cela va de soi, le rôle du juge-arbitre. Ces dispositions nouvelles peuvent influencer favorablement la coopération scientifique internationale, mais elles permettent aussi d'informer de manière plus conforme à la réalité l'opinion publique française (les milieux de l'enseignement et de la communication de masse). Peut-être contribuera-t-elle également au dialogue scientifique hungaro-roumain.



Paul GRADVOHL

Centre Interuniversitaire d'Etudes Hongroises

**Les échos roumains de l'*Histoire de la Transylvanie*
à Paris et l'attitude des historiens français**

Après le débat de l'Institut Hongrois, dans les jours qui suivirent, l'Institut Culturel Roumain organisa une présentation de la Transylvanie qui réunissait les trois historiens invités lors du débat relaté par Béla Köpeczi et un américain dénommé Treptow.

Après un début laborieux, où M. Treptow fit une présentation de la situation ethnique actuelle et des relations entre nationalités qui rappelait étrangement ce qui était produit par la Roumanie officielle il y a cinq ans, la réunion prit un tout autre tour. Alors que M. Ion Aurel Pop est présenté plus haut comme plutôt agressif, dans un contexte non conflictuel, en l'absence de débat avec des Hongrois, il s'est montré tout à fait favorable à une coopération entre nationalités et n'a fait preuve d'aucune animosité, au contraire, pour les voisins hongrois. De même, son collègue de Cluj, Gheorghe Cipăianu, a mis l'accent sur la coopération universitaire déjà active avec Debrecen, et l'état tout à fait normal des échanges intellectuels. Il s'est d'ailleurs avéré que des Roumains sans origines hongroises avaient appris le hongrois à une période où le régime était loin d'encourager un rapprochement interethnique. Bien évidemment le collègue de l'Institut de Bucarest a défendu l'idée selon laquelle chaque nationalité devait avoir un représentant dans les institutions scientifiques, afin de défendre les intérêts de son groupe, mais en général ce type de conception communautariste n'a pas rencontré beaucoup d'écho.

A cette occasion on a pu constater qu'il semble encore difficile d'atteindre une unité de discours chez certains collègues, qui selon les circonstances, varie assez nettement leur propos. Cela ne donne que plus de valeur à l'échange qui a eu lieu à l'Institut Hongrois, puisque les amis roumains étaient là non seulement en tant que professionnel de l'histoire, mais aussi en tant que porte-parole "nationaux". A ce sujet il me semble utile de remarquer l'attitude générale des partenaires français de ces débats historiques. M. Le Goff, en tant que président de séance, a réussi à tenir le débat sur un terrain méthodologique. Et c'est cette orientation qui a permis d'éviter les invectives nationales. De même, un autre collègue a sorti de l'ornière la conversation qui restait bloquée à cause du sentiment de supériorité prêté à la partie hongroise en rappelant qu'il y a longtemps eu des différences de statuts juridiques, et que le préciser n'a pas pour but d'humilier la partie roumaine. Il s'agissait de sociétés

hiérarchisées et fortement inégalitaires. Par ailleurs il est sans doute exact qu'il faudrait éclaircir les modes de "distinction" et leur évolution.

Ainsi il a été démontré que malgré la richesse du travail présenté, malgré les tentatives, très limitées, de présentation roumaine de l'histoire de cette région, les historiens ont encore de vastes chantiers ouverts devant eux, et que comme l'a dit Jean Bérenger, l'instrument qui vient de nous être livré, est pour l'instant irremplaçable.

Kálmán BENDA
Académie des Sciences de Hongrie

**Le collège de Nagyenyed,
berceau des aspirations scientifiques transylvaines,
à travers l'exemple de Sándor Kőrösi Csoma¹**

Chaque étape de la vie et de la carrière de Sándor Kőrösi Csoma est minutieusement traitée dans les études qui lui sont consacrées et montrent avec quelle détermination il s'était préparé dès ses années d'études à accomplir sa grande tâche: retrouver la patrie ancestrale des Hongrois. Dans cette rapide vue d'ensemble, j'essaierai d'esquisser brièvement quel rôle a joué le collège de Nagyenyed dans l'élaboration de ce projet.

En 1622, à l'époque où Gabriel Bethlen, prince de Transylvanie, fonde ce collège à Albe-Jule (Gyulafehérvár), l'influence des cours princières sur la direction des sciences et de la culture allait diminuant, et leur fonction dans ce domaine était reprise partout par les universités. La Transylvanie n'ayant pas d'université, le prince voulut pallier cette lacune en fondant une école supérieure nommée *Académie*. Sa conception fut reprise par la Diète dans le *statut perpétuel* (*perpetuum statuum*) qu'elle accorda à l'établissement en assurant son existence.

Les objectifs de cet établissement étaient multiples: d'une part éducation et enseignement, notamment formation d'une intelligentsia laïque et ecclésiastique calviniste; d'autre part, direction et synthèse des aspirations scientifiques en rapport avec l'enseignement.

Cette école fut souvent ravagée au cours des siècles: la bibliothèque fut complètement incendiée à trois reprises; l'école détruite lors de l'invasion des Tartares en 1660, fut transférée par le prince Apafi d'Albe-Jule à Nagyenyed. Malgré les menaces qui pesaient sur son existence, l'établissement se montra, grâce aux efforts de plusieurs générations, à la hauteur des tâches fixées par Gabriel Bethlen. Aux XVIème et XVIIème siècles, plusieurs institutions de haut niveau existaient en Transylvanie: des lycées catholiques, des collèges calvinistes, luthériens et sociniens; mais l'établissement le plus important pour la culture transylvaine fut toujours le collège de Nagyenyed. Son existence et son indépendance étaient dues avant tout à deux facteurs: aux domaines accordés, ainsi qu'à la large autonomie assurée par le prince Gabriel Bethlen. La donation garantit au collège une indépendance matérielle face aux gouvernements successifs et lui permit d'accueillir des étudiants issus de toutes les couches de la société. Grâce à son autonomie, il resta fidèle aux traditions

¹ Conférence d'ouverture du Colloque sur l'œuvre de Sándor Kőrösi Csoma (1784-1842) organisé par l'Institut Hongrois de Paris le 30-31 mars 1992.

nationales et put former son univers particulier. Le nombre d'étudiants fut en constante augmentation malgré les effets démographiques dus aux guerres et aux épidémies. Au XVIII^{ème} siècle, il ne fut jamais inférieur à 500, et s'éleva même à 800 à la fin de ce siècle. La plupart des élèves étaient lycéens, le nombre des étudiants en toge, des futures pasteurs et juristes, c'est-à-dire des classes supérieures, tournait autour de 350. Il est vrai que les élèves du collège calviniste de Sárospatak, en Hongrie de l'Est, et de celui de Debrecen étaient beaucoup plus nombreux, mais leur répartition était différente: les étudiants de théologie étaient majoritaires à Debrecen, ils représentaient le tiers de l'effectif de Sárospatak, et à peine 15% à Nagyenyed, ce qui contribua à donner à ce collège une atmosphère plus laïque que celle des autres établissements.

L'origine sociale des étudiants de Nagyenyed est également caractéristique. La moitié des élèves étaient issus de la petite noblesse, quelques uns seulement appartenaient à l'aristocratie. Les enfants de bourgeois, les fils de pasteurs et maîtres d'école représentaient 10%, et les 40% restants venaient de familles sicules, c'est-à-dire d'une couche de paysans libres. Les fils de serfs ne comptaient que 1 ou 2% du nombre total. On peut donc considérer que toute la société transylvaine était représentée au collège, et bien que les proportions des différentes classes sociales n'aient pas été identiques à l'intérieur et à l'extérieur des murs du collège, la présence de nombreux éléments issus de la paysannerie libre empêcha la formation d'un milieu exclusivement noble. Le collège entretenait ainsi, à travers ses élèves, des liens directs avec toutes les couches sociales de Transylvanie, et se trouvait obligé de tenir compte de leurs problèmes dans son fonctionnement interne. Les plus pauvres, comme Kőrösi Csoma, se faisaient élèves-serviteurs, et payaient leurs études par le travail physique accompli au service des élèves issus de familles plus aisées. Toutefois, en ce qui concerne les études, tous étaient égaux.

Les bases du programme d'études furent jetées dès les années 1630 par des professeurs allemands expérimentés, comme Alstedius et Bisterfeld, dans un esprit encyclopédique. Toute formation était fondée sur l'étude des langues classiques, surtout le latin, et la culture humaniste. Les réformes introduites au XVIII^{ème} siècle donnèrent plus d'importance aux sciences naturelles et à la géographie.

Au cours de ce siècle, le collège employait quatre professeurs, leur nombre s'éleva à sept dans les années 1790. Les possibilités matérielles de l'école lui permirent d'inviter les meilleurs professeurs, ce qui assura un enseignement de haut niveau. Chacun d'eux avait passé plusieurs années dans des universités d'Europe occidentale, en Hollande, en Allemagne ou en Angleterre, et ils enseignaient de façon littéraire. Le programme d'études – fait unique en Transylvanie selon nos connaissances – soulignait l'importance de la lecture, en disant que l'usage de la bibliothèque comptait autant que la fréquentation des cours. "Connaître les livres, c'est une partie prédominante de la science" lit-on dans le règlement de l'année 1796². Une des tâches

² VITA, Zsigmond (1986): *Az enyedi kohó*, Budapest, 86

essentielles dévolues aux professeurs était d'attirer l'attention des élèves sur les ouvrages à lire, et de les orienter dans leurs lectures, c'est-à-dire de leur indiquer quels livres ils devaient lire et dans quel ordre. Cela favorisait les études individuelles et le travail de recherche indépendant, et, par là, le progrès de la science. Si on essaie d'établir un classement des trois grands collèges calvinistes, c'est Nagyenyed qui arrive en tête pour la qualité de l'enseignement. Comme il a été dit ci-dessus, Debrecen formait des pasteurs, Sárospatak des hommes politiques, Nagyenyed des savants.

Les courants des Lumières arrivèrent avec un certain retard en Transylvanie, vers 1790. Les œuvres de Voltaire et de Montesquieu étaient lues par des élèves que certains professeurs qualifiaient de "révolutionnaires", des traductions manuscrites en hongrois en sont la preuve. Ces mêmes sources nous apprennent que les nouvelles de la Révolution française étaient suivies avec intérêt, et que les spectacles montés par les élèves traitaient des questions sociales d'actualité. Zsigmond Vitesa, historien du collège, note: "... on manque de données directes pour savoir jusqu'à quel point les jeunes ont poussé leurs revendications d'égalité et de droits démocratiques, mais il est certain que leur intérêt envers le peuple français et la révolution augmente".³ En réaction contre le décret de Joseph II sur la langue allemande, le hongrois fut revendiqué comme langue d'enseignement à la place du latin qui jouissait jusque-là de l'exclusivité. La jeunesse du collège fonda même en 1791 une société dont le but était de cultiver la langue et la littérature hongroise. L'enseignement obligatoire de l'allemand fut introduit au collège, mais les professeurs d'allemand n'ont jamais eu les mêmes droits que leurs collègues d'autres disciplines.

En 1799, lorsque Kőrösi Csoma entre au collège, le mouvement révolutionnaire, qui bouleversait également les pays de la Monarchie des Habsbourg, avait déjà été partout réprimée. Le gouvernement mit un terme à la tentative de György Aranka, politiquement suspecte, de fonder une société savante en Transylvanie – tentative qui passionna aussi les professeurs du collège. La *Société Transylvaine pour la Culture de la Langue* cessa d'exister en 1795, peu après la liquidation du mouvement jacobin hongrois. Les aspirations scientifiques et littéraires durent se retirer dans l'enceinte du collège, où survécut l'idée de la réforme nationale, l'idéal d'une réforme démocratique, et l'image de l'homme qui trouve un sens à la vie dans le travail et dans le service de la communauté.

Parmi les professeurs représentatifs des temps nouveaux, le personnage le plus éminent fut Ádám Herepei. Elek Csetri, auteur d'une remarquable monographie sur les débuts de Kőrösi Csoma, pense que c'est lui qui joua le plus grand rôle dans la formation scientifique et morale de celui-ci.⁴

Après avoir passé cinq ans dans des universités suisses et allemandes, Herepei vint en 1790 à Nagyenyed, où il enseigna l'histoire. Les notes manuscrites de ses

³ VITA, Zsigmond (1969): *Tudománnyal és cselekedettel*, Budapest, 63

⁴ CSETRI, Elek (1979); *Kőrösi Csoma Sándor indulása*, Bucarest, 96

cours montrent qu'il était un partisan de la Révolution française et des idées antiféodales. L'un de ses étudiants, le comte Louis Bethlen, nota qu'il était "un grand démocrate, ami de l'égalité"⁵. Sámuel Hegedüs, un autre de ses disciples qui lui succéda à la chaire d'histoire, écrit dans ses mémoires:

"L'histoire présentée par lui possédait une véritable âme pragmatique vivifiée par la raison. Et quelle éloquence il avait pour raconter l'histoire de l'humanité! Il transféra pour ainsi dire l'âme des jeunes sur le théâtre des événements dont il parlait; on croyait voir l'ardent Miltiade à Marathon ou César vivant, à la tête de ses légions au champ de Pharsale. (...) Dans ses discours s'expriment des sentiments nobles, et lorsque Léonidas meurt au champ d'honneur, ou qu'Aratus, tel un sapin altier arraché aux pentes enneigées des hautes montagnes, tombe pour sauver la liberté et la nation, les disciples apprirent à aimer la mort noble à travers ses paroles, et jugèrent heureuses les occasions où on pouvait se sacrifier d'une si belle manière."⁶

Herepei consacra de nombreuses études à l'histoire de la Hongrie.⁷ Les historiens de la Hongrie et de la Transylvanie d'alors se passionnèrent tous pour l'origine des Hongrois, pour la question de patrie ancestrale. L'éveil du sentiment national avait mis cette question à l'ordre du jour dans tout le pays. Herepei était un partisan convaincu de la parenté entre les Huns et les Hongrois, conception qu'il avait puisée dans les chroniques médiévales. En Transylvanie, cette identité était très fortement ressentie, surtout parmi les Sicules, chez qui vivait la tradition selon laquelle ils étaient les descendants des Huns, conduits en Transylvanie par Csaba, fils d'Attila. La thèse nouvelle de János Sajnovics sur l'origine finno-ougrienne de la langue hongroise suscita beaucoup de troubles.⁸ A Nagyenyed, quand Sámuel Gyarmati, ancien élève du collège, s'en fit le porte-parole, professeurs et élèves s'y opposèrent violemment au cours de discussions animées. Le rapport de Sámuel Turkoly sur les villages du Caucase où, selon lui, on parle hongrois, ranima le débat, d'une part en réfutant les arguments de Sajnovics, d'autre part en posant de nouvelles questions.⁹ La bibliothèque du collège conserve plusieurs copies du rapport de Turkoly faites à l'époque, ainsi que de nombreux mémoires écrits par les étudiants sur la langue des Huns, l'origine des Hongrois et l'origine hune de l'écriture runique des Sicules, études encouragées par Herepei et Ferenc Benkő, professeur de géographie d'origine sicule.

⁵ Gróf BETHLEN, Lajos (1908): *Önéletrása*, publié par SZÁDECZY Lajos, Kolozsvár, 13

⁶ HEGEDÜS, Sámuel (1844): *A közhasznú professzor... Herepei Ádámnak emlékezetére*. Kolozsvár, 41-42

⁷ Ses œuvres sont restées en manuscrits. Ainsi, par ex. *Historia mundi universalis et patriæ*. Cf. CSETRI, op. cit., 98

⁸ SAJNOVICS, Johannes (1770): *Demonstratio idioma Ungarorum et Lapponum idem esse*, Hafniae

⁹ La lettre de Sámuel Turkoly: Astrahan, 2 avril 1725. Cf. HEGEDÜS, Sámuel: "Egy hazafi szó és baráti könny Kőrösi Csoma Sándor sirja fölött", in *Pesti Hírlap*, 27 octobre 1842, n°190

Celui-ci avait fait ses études à Göttingen, d'où il avait rapporté des idées modernes qui, son tempérament militant aidant, l'opposèrent à plusieurs reprises à l'ancien régime transylvain. Sa *Géographie* en quatre volumes donne une description détaillée des continents – compte tenu du niveau scientifique de l'époque.¹⁰ Dans le chapitre consacré à l'Asie, il dit que la région du Caucase était autrefois appelée Scythie. "C'est de là que sont venus les Hongrois ou Huns qui franchirent la Volga et le lac de Méotis". Au sujet de la Mongolie, il note que "c'est de là que viennent les Turcs, les Tartares, les Gètes, les Hongrois, les Bulgares et d'autres encore." Puis il ajoute que "l'on peut encore reconnaître chez les Hongrois de nombreuses caractéristiques de ces peuples qui vivaient ensemble autrefois, "puisque [les Hongrois] venaient de ces régions-là selon l'opinion de plusieurs".¹¹

Les expériences de son enfance passée parmi les Sicules, et les connaissances d'histoire acquises au collège, suggérèrent à Kőrösi Csoma de partir vers l'Orient en quête de la patrie de ses ancêtres. Selon Sámuel Hegedüs, qui devint son ami par la suite, "il fit un pari avec deux autres, qu'un jour, il partirait pour atteindre ce but".¹²

Comment le collège avait-il préparé Kőrösi Csoma à accomplir cette grande tâche? Selon tous les mémorialistes, il travailla avec détermination pendant seize ans. Il apprit le latin, le grec et l'hébreu, puis l'allemand et le français comme langues modernes. Il acquit une considérable culture générale, et au cours de ses études de lettres et de théologie, il consolida ses connaissances en histoire et géographie. De plus, ils familiarisa avec la pensée logique et la méthode philologique, indispensables en linguistique. La bibliothèque du collège, riche de 8000 volumes, lui permit de pousser très loin ses études, surtout dans le domaine de l'histoire hongroise et universelle, dont la documentation était d'un niveau remarquable pour l'époque. Il y trouva des manuscrits de chroniques hongroises du moyen-âge, des écrits arabes, chinois et turcs. Et bien qu'il n'eût pas franchi les frontières de la Transylvanie avant l'âge de 30 ans, il put élargir ses connaissances dans les collections botaniques, zoologiques et minéralogiques du collège.

En fin de compte, comment pourrait-on résumer tout ce que le collège de Nagyenyed apporta à Kőrösi Csoma? Selon le grand turcologue hongrois Gyula Németh, "outre la culture générale transylvanienne de l'époque qui favorisait les langues et littératures classiques, c'est à Nagyenyed qu'il s'appropriä les méthodes de la recherche et de la pensée

¹⁰ BENKŐ, Ferenc (1801-1802): *Magyar geografia. I-IV.* Kolozsvár

¹¹ BENKŐ, op. cit. II, 42-45

¹² HEGEDÜS, Sámuel: "Egy hazafi szó...", op. cit.

scientifiques".¹³ C'est là qu'il fut incité à se pencher sur l'histoire primitive des Hongrois, c'est encore là qu'il acquit sa compétence dans ce domaine. Et même si sa culture et ses connaissances étaient quelque peu unilatérales, elles lui assurèrent néanmoins les bases solides sur lesquelles il put fonder ses études à l'étranger.

Disons pour conclure que le collège calviniste de Nagyenyed a joué un rôle décisif dans la formation de Sándor Kőrösi Csoma, de l'homme et du savant, dans l'orientation d'une vie et d'une carrière exceptionnelles.

¹³ NÉMETH, Gyula (1943): *Kőrösi Csoma Sándor lelki alkata és fejlődése*, Kolozsvár, 7-8